



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires étrangères

Direction de la coopération  
au développement

Note de presse

## Réunion de haut niveau au Luxembourg sur l'impact de l'aide au développement

New York, le 10 octobre - Environ 150 représentants de gouvernements, d'organisations internationales et régionales, du système des Nations Unies, de la société civile, du monde de la recherche et du secteur privé se réuniront au Luxembourg les 18 et 19 octobre 2011 pour le Symposium de haut niveau du Forum des Nations Unies sur la coopération pour le développement (DCF) sur le thème « Travailler ensemble pour renforcer l'impact de l'aide au développement ».

Le Symposium du Luxembourg permettra de débattre de la façon la plus efficace de mobiliser les flux financiers tels l'investissement, la microfinance et les ressources nationales pour maximiser l'impact de l'aide au développement. Le symposium explorera comment l'aide peut aider les pays en développement à mobiliser des investissements et d'autres types de ressources pour le développement. L'objectif est d'accélérer les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement et de s'engager dans la voie du développement durable.

Ce symposium de deux jours est le second événement d'une série de réunions de haut niveau organisées dans le cadre de la préparation du Forum des Nations Unies sur la coopération pour le développement qui se tiendra à New York à la fin du mois de juin 2012. Le DCF vise à promouvoir la coopération pour le développement et son impact sur l'amélioration des conditions de vie et des droits de l'homme, la promotion du développement durable et la réduction des inégalités entre et à l'intérieur des pays.

Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'action humanitaire du Luxembourg interviendra à l'ouverture de la réunion le mardi 18 octobre. Le Président du Conseil Economique et Social de l'ONU, M. Lazarous Kapambwe et la Vice Secrétaire générale des Nations Unies, Mme Asha Rose Migiro, interviendront également à l'ouverture du Symposium. Le ministre des Finances du Liberia, Monsieur Augustine Ngafuna, plus de 15 autres ministres ainsi que des représentants de pays en développement, des parlements, de la société civile, du secteur privé et du monde universitaire, venus du Sud comme du Nord prendront également part à la réunion.

Les incertitudes pesant sur l'économie mondiale présentent une menace pour la coopération pour le développement et la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Le DCF peut aider à mobiliser les pays pour augmenter la coopération au développement et la rendre plus efficace et cohérente. L'évènement sera organisé autour de quatre sessions avec des panels et des discussions interactifs sur les sujets suivants : (i) Comment maximiser l'impact de l'aide au développement : mobiliser des ressources pour atteindre les OMDs; (ii) L'Aide pour catalyser les ressources internes et externes : qu'avons-nous appris ?; (iii) Renforcer la coordination et la responsabilité mutuelle au niveau national : Comment tous les acteurs peuvent-ils mieux travailler ensemble? Et (iv) Les messages clés du Symposium de haut niveau du Luxembourg alimenteront le Forum sur la coopération pour le développement ainsi que pour le Forum de haut niveau de Busan sur l'efficacité de l'aide, qui se tiendra en République de Corée en novembre 2011.

Le Gouvernement du Luxembourg est l'hôte et co-organisateur de la Réunion de haut niveau. Une conférence de presse sera organisée au Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster à Luxembourg (salle de la Chapelle) le 18 octobre 2011 à 10 heures.

Le compte rendu de la réunion, les résumés, conférence de presse et autres documents officiels sont disponibles sur le site de l'ECOSOC : <http://www.un.org/en/ecosoc/newfunct/dcflux.shtml>

**Pour plus d'informations, veuillez contacter:**

Jean-Luc Onckelinx, Centre régional d'information des Nations Unies pour l'Europe occidentale, +32 476 215 485, [onckelinx@unric.org](mailto:onckelinx@unric.org)

Anne Masotti, Ministère des Affaires étrangères, Direction de la Coopération au Développement, (+352) 247-88368, [Anne.Masotti@mae.etat.lu](mailto:Anne.Masotti@mae.etat.lu)

Paul Simon, Département des Affaires Economiques et Sociales de l'Organisation des Nations Unies, (+1) 917 367 5027, [simonp@un.org](mailto:simonp@un.org)

Vikram Sura, Département des Informations Publiques, (+1) 212 963 8274, [sura@un.org](mailto:sura@un.org)

###

**Au sujet du Conseil Economique et Social (ECOSOC)**

ECOSOC est l'un des organes principaux des Nations Unies pour la coordination et l'examen des politiques économiques et sociales. Il fait des recommandations et encourage le dialogue sur les questions de développement. Le forum bisannuel sur la coopération pour le développement, qui a été mandaté au cours du Sommet Mondial de 2005, formule des recommandations sur le volume, la qualité et l'impact de la coopération pour le développement.

Pour plus d'informations, <http://www.un.org/ecosoc/newfunct/develop.shtml>; ou [http://www.un.org/en/ecosoc/docs/pdfs/ecosoc\\_brochure\\_en.pdf](http://www.un.org/en/ecosoc/docs/pdfs/ecosoc_brochure_en.pdf)

**Au sujet de la Coopération au développement du Luxembourg**

Face aux défis globaux et interdépendants que sont la pauvreté, le changement climatique, l'insécurité, les pandémies, les crises économiques et les migrations, la Coopération luxembourgeoise oeuvre pour le développement durable comme une cause globale commune.

Dans le cadre de ses engagements internationaux et en application des lois nationales, le gouvernement luxembourgeois contribue par ses politiques de coopération au développement et d'action humanitaire, qui sont des vecteurs importants de son action extérieure, à l'effort international pour le développement durable, compris dans ses trois composantes économique, sociale et environnementale.

La Coopération luxembourgeoise se met ainsi au service d'un monde sans pauvreté, ni faim, sans violence, ni peur, sans injustice ni discrimination.

Le Luxembourg est un donateur fiable qui, par son aide publique au développement (1,05% du RNB en 2010), vise une efficacité maximale de l'aide et la cohérence des politiques pour le développement.

Pour plus d'informations, <http://cooperation.mae.lu/fr>